

la conférence de Tunis, Bourguiba et Mahommed V lui ont accordé un certain temps pour cela. Mais il a et peu de temps et peu de chances. Surtout parce que les colons constituent un élément quasiment irréductible, en dehors d'une défaite physique écrasante.

La « solution » algérienne que l'on peut entrevoir des propos de de Gaulle et de la nomination de Soustelle dans le gouvernement, c'est un renforcement militaire considérable (80.000 hommes et un nouveau dispositif de combat) pour obtenir une victoire rapide sur le plan militaire. Après quoi, on pourra trouver des « interlocuteurs valables » au

ser le mouvement ouvrier en vue de se stabiliser.

L'ampleur des luttes, leur niveau, le moment, autant d'inconnues. Cela dépend pour beaucoup de développements qui se produiront dans le mouvement ouvrier lui-même.

Nous avons dit: défaite sérieuse, mais pas du tout un 1933. Cela veut dire qu'en raison de l'Algérie, qui a derrière elle toute la révolution coloniale, le sort du prolétariat français n'est pas actuellement scellé. Mais il faut savoir, il faut dire que ce que l'armée a fait par la force, il faudra le défaire par la force, et qu'il n'y a pas de solution autre, pas de miracle en la matière.

POSITION A DE GAULLE ?

par Pierre FRANK

cours d'élections sous l'occupation militaire. Cela rappelle l'ancien tryptique de Guy Mollet, les quarts d'heure de Lacoste... et sera aussi peu efficace. Je laisse de côté les promesses à bon marché, les cantons témoins pour visiteurs internationaux, le timbre-poste, etc., tout cela montrant que « le général » et ses collaborateurs à la Malraux, ont une piètre idée des hommes et surtout des masses des pays colonisés.

Mais quelles sont les implications pour le cas le plus probable, celui où de Gaulle, loin de faire la paix, sera amené à poursuivre la guerre en Algérie d'une manière renforcée?

Il lui faudra recourir en France à des mesures de contrainte politique et économique accrues, et qui seront d'autant plus nécessaires que la marche de l'économie mondiale n'offre pas des perspectives souriantes pour l'Europe.

La continuation et l'accentuation de la guerre en Algérie auront pour effet d'obliger le gouvernement à lâcher rapidement son aspect paternaliste, et les divergences entre gaullistes et fascistes tendront à diminuer en vue de lancer un assaut commun contre les masses et leurs organisations.

UNE LUTTE DE CLASSES AGGRAVEE

Je me garderais bien de tracer des pronostics plus ou moins précis, parce que beaucoup trop de facteurs entrent en jeu dans la détermination du rythme et des formes. Il n'est même pas impossible que de Gaulle soit amené à un moment à passer la main à quelqu'un d'autre, quoique sa personne soit un atout considérable pour le capitalisme auprès de couches populaires qui ne voient pas en lui ni un fasciste ni un dictateur militaire. De toute façon, la guerre d'Algérie continuant signifierait inéluctablement une aggravation de la répression, une lutte de classe menée par l'Etat avec une violence accrue, l'accentuation de l'activité fasciste contre les ouvriers et leurs organisations. Les masses se laisseront-elles faire pratiquement sans combat? Ce serait un désastre; il est plus probable — et en tout cas, c'est là-dessus et pour cela que nous devons travailler — qu'il y aura des résistances, des luttes. Le gouvernement de Gaulle engagera en tout cas, au bout d'un certain temps, la lutte pour mater, éra-

Nous touchons là un problème décisif à tous égards. En effet il n'y a pas que la question des objectifs qui se pose, mais aussi celle des moyens.

OBJECTIF ET MOYENS DE LUTTE

Je ne crois pas devoir à ce Congrès développer longuement pourquoi l'alternative est entre le fascisme et le socialisme, et non entre le fascisme et la démocratie. Cela doit constituer un point très important de notre propagande, nourrie de tant d'exemples d'entre les deux guerres et de ce qui vient de se produire maintenant. Le régime de la démocratie parlementaire n'est plus en état de tenir le coup devant l'exacerbation des contradictions et tensions sociales. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est non pas le maintien ou le retour à un régime de démocratie bourgeoise qui s'effiloche à peine a-t-il été rétabli, et qui a soulevé le dégoût général, c'est un régime social nouveau, le régime de la collectivisation et de la planification socialistes.

Nous verrons un tas de gens nous donner formellement raison sur ce point, mais nous verrons en même temps souvent ces mêmes gens ne pas tirer les conclusions qui s'imposent et en fait abonder dans une politique très voisine de celle des staliens, celle d'une large « opposition de gauche » au régime de de Gaulle allant des résidus de la démocratie bourgeoise, les Mendès-France et Mitterrand — qui spéculent sur l'avenir, pour éviter que la chute de la dictature laisse le champ libre aux partis ouvriers seuls, — aux staliens, avec quelques précautions à l'égard de ces derniers pour éviter une démocratie populaire.

Je prends à ce sujet l'exemple de G. Martinet, non pas qu'il ait quelque importance comme leader politique, mais parce qu'il se targue d'être un théoricien, et qu'il lui arrive une fois de plus de dire très ouvertement ce que d'autres pensent sans oser le formuler nettement.

Il reconnaît que « l'armée va désormais jouer un grand rôle politique dans la vie du pays », et, ajoute-t-il, de Gaulle devra compter avec elle « comme avec une force politique déterminante. »

De Gaulle devra le faire, mais lui, Martinet, ne semble pas compter avec elle. En effet, il déclare: « L'évolution du nouveau régime vers la dictature ouverte est une évolution probable mais non « fatale. Différentes éventualités peuvent se présenter en fonction des résistances qui seront opposées

« au gouvernement du général de Gaulle. Tout doit « être mis en œuvre pour développer ces résistances « et coordonner l'action de ceux qui combattent « pour la défense des libertés. »

Il est vrai qu'il ajoute après:

« Cependant une chose est de livrer des batailles « défensives qui peuvent être souvent victorieuses, « autre chose est de croire que ces batailles sont « susceptibles d'aboutir à un renversement de la « situation. »

Mais c'est là une phrase pour lui sans conséquence. Toute la politique qu'il développe se rapporte à la première pensée qu'il a exprimée, à savoir que l'évolution est probable mais non fatale, et il ne propose que des moyens pour « rassembler la gauche », comme s'il s'agissait de constituer un cartel électoral dans lequel, à condition qu'il y ait un grand parti de la démocratie socialiste, on réduira le danger des Rakosi et des Kadar français. C'est d'ailleurs la signification de la création de « l'Union des Forces Démocratiques » sous le patronage de la Ligue des Droits de l'homme. On opposera à la politique du gouvernement de Gaulle « un certain nombre d'options et de propositions constructives. »

Nous sommes évidemment pour l'utilisation du referendum et des élections comme des occasions pour lui opposer un programme, mais celui-ci doit comporter le moyen de renverser le régime de dictature.

Cette façon de concevoir que l'on peut encore imaginer le renversement du nouveau régime sans une lutte physique découle du même désir de voir ses désirs pour des réalités dans la question de la guerre. On ne nie pas les faits, on ne nie pas que la dictature et la guerre sont inscrites dans le développement de la situation, mais on espère qu'il se produira peut-être un miracle, qu'on évitera la guerre ou qu'on évitera d'avoir à engager une lutte physique pour changer le régime. C'est le même fond qui nourrit les conceptions sur les « voies nouvelles » parmi bien des gens: on finira par trouver un moyen de passer au socialisme sans devoir recourir à la lutte armée, à l'insurrection prolétarienne.

Nous devons dénoncer ces conceptions avec vigueur, et il ne faut pas se laisser prendre à l'argument de ceux qui disent qu'il n'est pas possible de dire aussi crument ces choses, qu'on le fera le moment venu, etc... Il ne s'agit pas pour nous de monter une conspiration, mais de préparer la classe ouvrière. Dans cette matière, c'est la seule façon de se préparer à surmonter le handicap provenant du fait de l'armement effectif de l'ennemi, qui ne pourra être surmonté par une organisation parallèle à la sienne. Il faut, comme disait Lenine, « armer les masses du désir de s'armer ».

Pour ceux qui pourraient avoir des doutes que cela deviendra une question brûlante, je renvoie à certaines lamentations récentes de socialistes et de démocrates sur la guerre civile qu'on n'a pas évitée mais seulement différée. D'ailleurs, quand a-t-on vu une dictature qui se soit écroulée d'elle-même, sans l'intervention d'un choc de l'extérieur ou de l'intérieur? On n'a rien à gagner et tout à perdre à ruser avec cette question.

Toute conception d'une opposition large, nombreuse numériquement, mais sans organisation pour le combat, signifie tout simplement l'installation dans la dictature, c'est-à-dire la transformation de la défaite actuelle en une catastrophe.